

RL

LE RÉPUBLICAIN LORRAIN

Dimanche 7 octobre 2018 | ÉDITION DE SARREGUEMINES | 1,00 €

Société



LORRAINE

**Azerailles :
la foudre
les a unis
pour la vie**

Photo Antoine PETRY

Le ras-le-bol des frontaliers



SARREGUEMINES

800 travailleurs frontaliers ont manifesté hier pour dénoncer les injustices qui les frappent. Photo Raphaël PORTÉ

> PAGE 6 ET CAHIER LOCAL

800 travailleurs frontaliers dans la rue



800 manifestants ont répondu présents, hier à Sarreguemines. Parmi eux, des actifs, des retraités, des intérimaires frontaliers ainsi que des membres du Comité de défense et d'initiatives des frontaliers au Luxembourg. Après des prises de parole devant le palais de justice, ils ont défilé au centre-ville avant de se rendre en Allemagne. En fin d'après midi, ils ont également remis une résolution en sous-préfecture. Photo Raphaël PORTE

Actifs, chômeurs, retraités... Ce samedi après-midi, ils étaient 800 travailleurs frontaliers à battre le pavé dans les rues de Sarreguemines. Slogans, pancartes, sifflets, mégaphones, chants, ils ont voulu marquer le coup, montrer leur colère. Arsène Schmitt, président du Comité de défense des travailleurs frontaliers de Moselle, a rappelé les quatre batailles qu'il mène au quotidien : « Nos revendications d'aujourd'hui sont liées à cette destruction de nos conquêtes sociales. Ce que nous n'acceptons pas. Nous disons aujourd'hui avec force : non à la réforme du paiement de l'allocation-chômage par l'Allemagne qui pénalisera les frontaliers chômeurs ; non à l'application de la CSG-CRDS sur la retraite allemande ; non à la spoliation fiscale des intérimaires frontaliers. Nous dénonçons la non-reconnaissance des taux d'invalidité entre la France et l'Allemagne ! »

Depuis des années, le Comité multiplie les actions, les rencontres avec les autorités nationales, allemandes et européennes pour défendre ses droits, parfois avec succès. Une chose est sûre : pour eux, le combat continue. « On ne lâchera rien », a assené Arsène Schmitt.

Ils sont nombreux... 100 000 frontaliers travaillent au Luxembourg, 15 800 en Sarre et 4 500 dans le Palatinat (deux Länder allemands). Le Comité de défense des travailleurs frontaliers de la Moselle compte près de 12 000 membres. Ils n'avaient pas tous fait le déplacement, hier, à Sarreguemines, mais 800 personnes ont laissé éclater leur colère lors de la grande manifestation organisée par l'association.

• Quatre points sensibles

Ils ont déjà mené des combats, remporté des victoires. La dernière en date ? La fin de la double imposition des retraites. Cette fois-ci, les travailleurs frontaliers expriment leur crainte contre la réforme du paiement des allocations-chômage par l'Allemagne, qui pénalisera les frontaliers. Ils veulent dire « non à l'application de la CSG-CRDS sur la retraite allemande ; non à la spoliation fiscale des travailleurs frontaliers intérimaires ». Un rassemblement, aussi, pour pointer du doigt la non-reconnaissance des taux d'invalidité entre la France et l'Allemagne ou le Luxembourg. « Une situation qui peut engendrer une grande misère sociale. »

Après un rendez-vous devant le palais de justice de Sarreguemines et plusieurs prises de parole en Français comme en Allemand, le cortège a défilé dans les rues de la ville jusqu'à la frontière allemande, avant de déposer une résolution en sous-préfecture. Actifs, retraités, intérimaires, toutes les tranches d'âges étaient représentées. Certains syndicats avaient également fait le déplacement. Même le Comité de défense et d'initiative des frontaliers au Luxembourg (CDIFL) avait affrété un bus pour grossir les rangs de la manifestation.

• Des combats quotidiens

« On est satisfaits de cette mobilisation, même si on espère toujours plus », a indiqué Arsène Schmitt, président du Comité de défense des travailleurs frontaliers. « Le combat continue. Depuis le début de l'année, nous faisons le forcing auprès des autorités. De nombreuses rencontres ont eu lieu : commission européenne, ministère du Travail, Affaires européennes, Premier ministre, Parlement européen, ministre allemand, etc. Tout le monde est appelé à se saisir de cette légitime revendication. Nous ne lâcherons rien », a martelé Arsène Schmitt.

CE QU'ILS EN PENSENT

70 € en moins par mois



« Je suis à la retraite depuis six ans après avoir exercé dans le BTP en Allemagne, à Saint-Ingbert. Et j'en ai marre de me faire pomper de l'argent. Depuis que je dois payer les cotisations en France sur ma retraite allemande, c'est plus difficile. Par rapport à il y a quelques années, je dispose de 70 € en moins par mois. Je suis obligé de rouspéter. Heureusement qu'il y a le Comité des frontaliers. Je suivrai le mouvement jusqu'au bout, car il faut absolument qu'un impact se fasse ressentir. »

Inquiet par rapport aux situations d'invalidité



« J'exerce actuellement à Sarrebruck, dans le secteur des tuyaux en fonte. Je suis surtout inquiet par rapport aux éventuelles situations d'invalidité et de la différence de traitement à ce niveau entre la France et l'Allemagne. Un collègue a subi ça. Me concernant, j'ai des problèmes de dos, donc je pourrais être touché. Et si je me retrouve en période de chômage, je ne pourrai avoir droit aux allocations que deux ans en Allemagne, contre trois ans en France. C'est pourquoi, j'ai tenu à venir à cette manifestation. »

Toujours les mêmes qui paient



« Avant, je travaillais dans une usine de métallurgie en Allemagne. Il était important pour moi de venir manifester, car ce qu'on nous prend, c'est inadmissible. Je ne bénéficie pas d'une grosse retraite et ce sont toujours les mêmes qui paient. L'année dernière, le Comité, dont je fais partie, avait déjà déposé un dossier pour protester. Le combat continue. Le président Arsène Schmitt a déjà gagné d'autres combats. On espère que ça va payer. »

Ici avant tout par solidarité



« Je travaille à Sarrebruck dans l'automobile. J'ai 56 ans et j'exerce en Allemagne depuis que j'ai 20 ans. Personnellement, je ne me sens pas forcément menacé par le chômage ou l'invalidité mais on ne sait jamais ce qui peut arriver. Si je participe à cette manifestation, c'est avant tout par solidarité pour l'ensemble des travailleurs frontaliers. Je pense que tout le monde devrait se soutenir à cette occasion. »

Je ne pensais pas qu'il y aurait autant de monde



« J'ai 58 ans, je travaille à Sarrebruck et je me sens pleinement concerné par cette mobilisation. J'ai déjà fait deux infarctus et si demain je me retrouve au chômage, je n'aurai droit à rien du tout avant mes 65 ans. C'est un travail à entreprendre sur le long terme, mais on se doit de bouger. Je suis satisfait quand je vois le monde présent dans la rue pour manifester, je ne pensais pas qu'il y aurait autant de personnes. »